

Un vent de verrouillage de l'Internet souffle à l'e-G8

Un vent de contestation a soufflé sur le Forum e-G8. Une trentaine d'organisations militantes (essentiellement du monde de l'Internet) ont adopté une « Déclaration de la Société Civile au G8 et e-G8 », dont la Quadrature du Net (France), l'Electronic Frontier Foundation (Etats-Unis), la Privacy International (Royaume-Uni), The Julia Group/Juliagruppe (Suède) ou encore Reporters sans frontières (France), nous apprend l'Espresso.fr.

Sans procès d'intention mais une volonté de ne pas se laisser piétiner par le pouvoir politique qui, sous le couvert de la régulation, chercherait à mettre au pas l'Internet et ses acteurs alternatifs est à l'origine de cette contestation. Le ton est donné. Jeudi, une conférence de presse limite improvisée a été organisée par ce bouquet d'organisations « Internet alternatif » dans l'enceinte du Forum e-G8. Ces intervenants ont ré-affirmé certains de leurs principes communs : « Etendre le droit d'accès à Internet pour tous », « combattre la censure numérique et la surveillance », « limiter la responsabilité des intermédiaires dans le monde numérique » et « soutenir les principes de la neutralité d'Internet ».

Au delà du caractère historique de l'e-G8 (« c'est la première fois que le rôle de l'Internet dans la société et pour l'économie est explicitement à l'ordre du jour du G8 »), la rencontre laisse comme un goût amer dans la bouche du collectif. Jérémie Zimmermann, porte-parole de La Quadrature du Net, s'est montré virulent vis-à-vis de la politique numérique de la France qui a fait émerger des systèmes de « filtrage Internet » par l'intermédiaire de lois comme la Hadopi (au nom de la lutte contre le piratage numérique) ou Loppsi (avec un volet sur la lutte contre la pédophilie sur Internet).

Dans la fédératrice « Déclaration civile de l'Internet », la charge est globale : « *A un moment où les grandes entreprises paient 100.000 dollars pour s'asseoir à la table du e-G8, très peu de représentants de la société civile seront présents pour défendre les priorités concernant les usages citoyens d'Internet à travers le monde.* » Un rejet de la société civile que constate également Tristan Nitot ([en vidéo](#)) qui souligne aussi le « manque de représentativité » au sein du Forum e-G8 et le manque d'ouverture au dialogue des puissants acteurs de l'économie numérique. « *J'ai l'impression d'être une erreur de casting* », déclare notamment le président de l'association Mozilla Europe en référence à sa présence à l'e-G8.